

MONTBÉLIARD

AGGLOMÉRATION DE MONTBÉLIARD Société

Bien vieillir, une utopie ?

AUDE LAMBERT



Anne-Sophie Pelletier : « L'État ne remplit plus ses missions, comptant sur la bonne volonté de chacun. Il abandonne nos seniors et nos enfants qui sont les citoyens de demain. » Photo d'archives ER

Ce soir, une table ronde sur la prise en charge des personnes âgées dépendantes est organisée à Audincourt. Parmi les intervenants, Anne-Sophie Pelletier, porte-parole des ex-grévistes de l'Ehpad des Opalines dans le Jura.

Papy boom ou silver économie... Le marché des seniors ne cesse de progresser quand, d'un point de vue humain, leur prise en charge est délaissée. Porte-parole des ex-grévistes de l'Ehpad des

Opalines à Foucherans où le personnel a tenu 117 jours de piquet (entre avril et juillet), Anne-Sophie Pelletier est l'une des invitées, ce soir, de l'Atelier et les retraités de la CGT du pays de Montbéliard.

Elle dénonce cette instrumentalisation de la vieillesse qui sert des intérêts financiers : « Les grands groupes à but lucratif s'installent désormais en Chine pour imposer aux habitants de placer "leurs anciens" au mépris des traditions. On crée des nécessités, on en profite. Il y a du monde, les affaires sont juteuses. »

Sans aller jusqu'à l'Empire du Milieu, la France n'est pas, selon l'aide médico-psychologique (AMP), un exemple en la matière et même à l'échelon de la Bourgogne Franche-Comté, le constat est implacable : « Il n'y a qu'à regarder le schéma régional de la santé... D'année en année, les budgets et le personnel fondent », s'inquiète-t-elle.

Depuis le coup de force aux Opalines, Anne-Sophie Pelletier est énormément sollicitée dans les médias (« Pièces à conviction » sur France 3, « Le téléphone sonne », sur France Inter) et pour des tables rondes.

« Il n'est pas question de faire culpabiliser les familles qui font ce qu'elles peuvent. La vieillesse est un bien commun, les gens sont sensibilisés, en prennent conscience. Mais très clairement, l'État ne remplit plus ses missions », note l'AMP qui, début septembre, a été reçue par Monique Iborra, députée de Haute-Garonne et rapporteur d'une mission flash sur la situation dans les Ehpad (établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes). Son credo : libérer la parole des soignants dévalorisés qui manquent cruellement de moyens et de reconnaissance : « Au départ, à Foucherans, nos revendications n'étaient pas salariales [N.D.L.R. : une aide-soignante touche un salaire de 1 250 € avec deux dimanches travaillés]. Nous demandions juste à pouvoir travailler dans des conditions acceptables pour la dignité des personnes qui résident dans nos établissements. »

Plus qu'une profession, ce métier est une vocation : « Qui peut mieux que nos anciens nous transmettre l'histoire ? Jusqu'où va-t-on "ghettoïser" les personnes âgées, ne considérer que l'aspect comptable ? Le soin, c'est de l'humain pas du chiffre. » L'avenir de tous est compromis : « Avec quelle retraite pourra-t-on se payer une hospitalisation dans un Ehpad ? Pour exemple, dans notre établissement (privé), il faut compter environ 2 700 € pour la prise en charge. À domicile, le coût peut être très important également et ce système a ses limites ».